

LES FAITS MARQUANTS DES OS 36 ET DES GTS MARDI 22 MAI 2012

La plénière de l'ADP s'est réunie dans la matinée. Un certain nombre de groupes de contact et des consultations informelles se sont tenus dans le cadre du SBI, du SBSTA, de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA toute la journée.

ADP

Au cours de la plénière de l'ADP le mardi matin, l'Ambassadrice Diseko a fait rapport sur les consultations relatives à l'élection des membres du bureau de l'ADP. Elle a informé les parties qu'une nouvelle approche fondée sur l'équité et la justice était envisagée en ce qui concerne le Bureau de l'ADP, applicable de maintenant jusqu'en 2015. Elle a invité les groupes à poursuivre les consultations et a exprimé l'espoir de parvenir à un accord mardi soir, en faisant observer que cette situation nuisait à l'esprit de confiance. L'Ambassadrice Diseko a également exprimé des doutes concernant la tenue d'une session de négociation supplémentaire avant Doha.

De Wet, la présidente intérimaire de l'ADP, a invité les parties à échanger leurs points de vue sur la manière dont elles envisagent les travaux de l'ADP pendant le reste de la semaine.

Le VENEZUELA, s'exprimant au nom de l'Argentine, de l'Algérie, de Bahreïn, de la Bolivie, de la Chine, des Comores, de Cuba, de la République démocratique du Congo, de Djibouti, de l'Équateur, du Salvador, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Iran, de l'Iraq, de la Jordanie, du Koweït, de la Libye, de la Malaisie, du Mali, de la Mauritanie, du Maroc, du Nicaragua, d'Oman, du Paraguay, de la Palestine, des Philippines, du Qatar, de l'Arabie Saoudite, de la Somalie, de la Syrie, du Soudan, de la Thaïlande, de la Tunisie, des Émirats arabes unis et du Yémen, a appelé à des consultations ouvertes à tous, transparentes et inclusives. Il s'est dit prêt à discuter d'un cadre d'atténuation post-2020, tout en reconnaissant la nécessité de renforcer les mesures d'atténuation pendant la période 2012-2020. Il a également souligné que l'inscription à l'ordre du jour d'un point distinct sur le rehaussement de l'ambition de l'atténuation dans le cadre du renforcement de l'ADP «rendrait insignifiantes» les discussions en cours dans le cadre de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA. Il a exprimé son soutien pour un programme inclusif qui intègre, d'une manière non-sélective, tous les éléments de la Décision 1/CP.17 (Création d'un Groupe de travail spécial sur la Plate-forme de Durban pour une action renforcée).

Dans une proposition visant l'adoption de l'ordre du jour de l'ADP sur la base de l'accord conclu à Durban, Nauru, au nom de l'AOSIS, a appelé à un calendrier de travail détaillé comportant des échéanciers et des étapes afin d'assurer des

progrès équilibrés sur tous les points. Il a souligné la nécessité d'un programme de travail sur le rehaussement de l'ambition de l'atténuation.

Le CHILI, le COSTA RICA et le PÉROU ont appuyé un démarrage immédiat des travaux sur tous les éléments de la Plate-forme de Durban. La COLOMBIE a proposé l'établissement de deux groupes de contact sur le point 3 (planification des travaux conformément à la Décision 1/CP.17) et le point 4 (plan de travail sur le rehaussement de l'ambition d'atténuation). La GAMBIE a proposé la mise sur pied d'un groupe de contact pour l'examen des questions relatives à un accord juridiquement contraignant.

Le délégué de l'Australie a souligné deux axes de travail distincts à suivre au titre de l'ADP sur: l'élaboration d'un protocole ou d'un accord juridiquement contraignant, et le rehaussement de l'ambition de l'atténuation. Il a suggéré d'utiliser 2012 en tant qu'une «année conceptuelle» pour les échanges d'idées sur les travaux de l'ADP. En ce qui concerne la session de Bonn, il a soutenu l'adoption de l'ordre du jour, la finalisation de l'élection des membres du Bureau et l'établissement d'un groupe de contact sur les points de l'ordre du jour.

Mettant en garde contre la polarisation du processus, l'ARABIE SAOUDITE a soutenu les consultations informelles ouvertes à tous afin que puissent être identifiés les domaines de convergence et de divergence.

Le délégué de la Suisse, au nom du GROUPE DE L'INTÉGRITÉ ENVIRONNEMENTALE, a averti que toute tentative de modifier le paquet équilibré de Durban risque de compromettre Doha. Il a appelé à un accord sur la désignation des présidents de l'ADP et sur l'ordre du jour.

Le délégué de l'UE a souligné les éléments du compromis «délicat et équilibré» de Durban qui comprend: une deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto; un plan de travail pré-2020 sur l'atténuation; un accord d'ici 2015 applicable à tous; la conclusion des travaux de l'AWG-LCA; et la mise en fonction des institutions créées à Cancun et à Durban. Il s'est dit préoccupé par le fait que l'argumentation sur la procédure risque de mettre en péril le paquet de Durban. Il a souligné que les ministres ont relevé l'écart de l'ambition à Durban «avec beaucoup de préoccupation» et qu'il ne revient pas aux négociateurs de modifier l'accord. Le délégué de l'UE a également exprimé sa préoccupation au sujet des tentatives de modifier le mandat de l'ADP qui est de négocier un nouvel instrument juridiquement contraignant applicable à tous, en introduisant le Plan d'action de Bali dans le nouveau mandat. Il a instamment appelé à un accord sur l'ordre du jour de l'ADP et sur la présidence, et a déclaré que les travaux devraient démarrer dans deux groupes de contact.



Le délégué des ÉTATS-UNIS a mis en relief des éléments «crucialement essentiels» dans la Plate-forme de Durban, dont un instrument ayant force de loi pour toutes les parties, et une voie qui permette de se projeter plus loin dans l'avenir que par le passé. Il a souligné deux axes de travail avec un mandat clair de la CdP: l'élaboration d'un régime post-2020 et le travail sur l'atténuation pendant la période pré-2020. Soulignant la nécessité de mettre en œuvre plutôt que de renégocier la Décision 1/CP.17, il a appelé à la planification des travaux de l'ADP lors de cette réunion, y compris les apports et les interactions prévus au cours des mois à venir.

La FÉDÉRATION DE RUSSIE a souligné qu'un accord nouveau et global constitue le principal objectif des travaux de l'ADP et a mis en garde contre l'utilisation du programme comme un outil pour revoir l'équilibre «fragile et multiforme» des intérêts convenu à Durban. En soulignant l'urgence, le JAPON a mis en garde contre une perte de temps sur les discussions relatives à l'ordre du jour et a appelé au démarrage du travail de fond dans les groupes de contact. La représentante de la NOUVELLE-ZÉLANDE s'est dit préoccupée par «l'atmosphère difficile» qui prévalait et les tentatives de renégocier les accords ministériels. Elle a souligné que l'ordre du jour doit être compatible avec le résultat de Durban, et a proposé la mise sur pied de deux groupes de contact. Elle a également indiqué que l'élection du Bureau de l'ADP doit se conformer à la pratique en vigueur à la CCNUCC.

L'INDONÉSIE a souligné l'importance de la confiance et de la bonne foi dans les négociations, et a appelé à l'adoption de l'ordre du jour. Appuyé par la Chine et la Malaisie, le délégué des Philippines a réitéré la proposition de son pays de supprimer le point 4 de l'ordre du jour et de reformuler le point 3 ainsi qu'il suit : «planification du travail sur la base de tous les éléments de la Décision 1/CP.17.». Il s'est dit préoccupé par l'absence de progrès dans le cadre de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA, et par les tentatives visant à limiter la question de l'ambition à l'ADP. L'ÉGYPTE a accueilli favorablement la proposition des Philippines considérée comme étant «équilibrée et inclusive», et a rappelé les principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées.

Le délégué de la NORVÈGE a appelé à un accord sur l'ordre du jour et sur la désignation des présidents, et à des discussions sur le programme de travail de l'ADP comportant des étapes. Il a souligné que le travail doit commencer dans les deux axes de travail, y compris sur l'ambition de l'atténuation.

Le délégué de l'INDE a souligné l'importance de travailler sur, entre autres, l'atténuation, l'adaptation, le financement, le développement et le transfert des technologies, et de veiller à ce que chaque élément soit «pleinement imprégné» des principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées. Il a également rappelé que l'ambition s'applique à tous les éléments du travail.

Le CANADA a appuyé le travail dans deux groupes, ce qui permettrait de faire des avancées dans les discussions sur le rattachement du niveau de l'ambition et de parvenir à un «seul accord global et complet» applicable à toutes les parties.

Le délégué de la CHINE a réaffirmé son soutien au «paquet équilibré» de Durban, et a souligné la nécessité de poursuivre les travaux dans le cadre de l'AWG-LCA sur la base du Plan d'action de Bali. Il a appelé à la poursuite des travaux sur l'ambition de l'atténuation dans le cadre de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA. Le PAKISTAN a déclaré: que l'ordre du jour devrait être assez complet pour permettre à toutes les parties de rester engagées et de maintenir la confiance ; et que le travail doit porter entre autres sur l'architecture post-2020.

Le délégué des ÎLES MARSHALL a souligné la décision prise par les ministres à Durban sur le lancement du plan de travail sur l'atténuation.

Le délégué des ÉMIRATS ARABES UNIS a souligné, entre autres: l'adaptation et une plus importante mise en fonction du Fonds vert pour le climat (FVC).

Le BRÉSIL a souligné l'importance d'obtenir des progrès sur tous les aspects du résultat de Durban, ainsi que l'objectif principal de la Plate-forme de Durban, consistant à créer un nouvel instrument juridique en vertu de la CCNUCC, le décrivant comme une «occasion importante à pas rater». L'AFRIQUE DU SUD a souligné l'importance de la confiance et de la rassurance mutuelle, fondements du paquet de Durban qui comprenait un accord sur l'examen du niveau de l'ambition.

GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES

RECOURS CONTRE LES DÉCISIONS DU CONSEIL EXÉCUTIF DU MDP (SBI): Un groupe de contact sur les recours contre les décisions du Conseil exécutif du MDP s'est réuni le matin.

Les parties ont poursuivi l'examen des sections entre crochets du projet de texte des coprésidents sur les procédures, les mécanismes et les arrangements institutionnels pour les appels. Elles ont considéré les paragraphes relatifs à la gestion interne de l'organe d'appel, la collégialité et le lancement d'un appel, et ont débattu, entre autres, des arrangements en ce qui concerne la présidence, la forme et la fréquence des réunions de l'organe d'appel, et du délai pour le dépôt d'une requête en appel. Des divergences subsistent, en particulier sur la question du champ d'application.

Les parties ont convenu de poursuivre l'examen du projet de texte sur la désignation des coprésidents lors de la SBI 37, afin de transmettre un projet de décision à la RdP 8. Un projet de conclusions sera transmis à la SBI pour adoption.

CHIFFRES ET TEXTE (AWG-KP): Dans le groupe de contact de l'AWG-KP du matin, la présidente Diouf de l'AWG-KP a présenté Harald Winkler (Afrique du Sud) en tant que nouveau coprésident du sous-groupe sur les chiffres et le texte, étant donné que Sandea de Wet (Afrique du Sud) joue le rôle de présidente par intérim de l'ADP.

Dans le sous-groupe informel qui a suivi, les parties ont examiné les UQA excédentaires et le report, et se sont attardées sur deux propositions. Plusieurs pays ont exprimé la nécessité de mieux comprendre l'implication des propositions, et certains pays développés ont demandé des informations sur les «effets quantifiables» de leurs mesures. D'autres pays ont souligné leurs priorités en matière d'adaptation, et ont exprimé leur soutien pour une proposition visant à transférer des unités au Fonds pour l'adaptation sous forme d'UQA. Une Partie a noté que les propositions entraînent une «considérable intervention dans l'espace du marché» et qu'il faut par conséquent du temps pour réfléchir sur les implications. Les parties poursuivront les concertations sur les propositions, et examineront la troisième proposition lors de la prochaine réunion.

ATTÉNUATION PAR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTIES (AWG-LCA): La première réunion du sous-groupe de l'AWG-LCA, qui était ouverte aux observateurs, s'est tenue le matin. L'animateur Gary Theseira (Malaisie) a présenté un document d'information sur les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) prises par les parties pays en développement, lequel contient: les questions relatives aux paragraphes 48 à 51 de la Décision 1/CP.16 (Résultat du travail de l'AWG-LCA); les directives concernant les rapports biennaux de mise à jour des parties non-visées à l'Annexe I; les modalités et les lignes directrices pour la consultation internationale et l'analyse (CIA); le registre des MAAN; et d'autres questions.

Des divergences de points de vue sont apparues sur le mandat du groupe. Les délégués des PHILIPPINES, de la BOLIVIE, de l'INDE et de l'ARABIE SAOUDITE ont réitéré le mandat

stipulé dans le Plan d'action de Bali, qui met l'accent sur les MAAN des pays en développement parties dans le contexte du développement durable, soutenu et facilité par la technologie, le financement et le renforcement des capacités, d'une manière mesurable, notifiable et vérifiable.

Le délégué des ÉTATS-UNIS a indiqué que la Décision 2/CP.17 (Résultat des travaux de l'AWG-LCA) donne au groupe un mandat pour des discussions sur l'atténuation. La NOUVELLE ZÉLANDE, la NORVÈGE, le CANADA, SINGAPOUR, les ÎLES MARSHALL et l'Australie ont appuyé l'élaboration d'un document technique sur les progrès accomplis depuis la CdP 16 tenue à Cancun, en tenant compte des mesures déjà prises et de celles encore à prendre. L'AFRIQUE DU SUD a appelé à une reprise de la rédaction du document d'information, afin de permettre une compréhension claire de la voie à suivre.

Un document d'information révisé sera produit sur la base des discussions.

ATTÉNUATION PAR LES PAYS DÉVELOPPÉS (AWG-LCA): La première réunion du sous-groupe animée par Andrej Kranjc (Slovénie), et qui était ouverte aux observateurs, s'est tenue le matin.

Les délégués ont examiné la manière d'organiser le travail du groupe. Le délégué des Îles Marshall, au nom de l'AOSIS, a déclaré que les progrès accomplis dans les efforts d'atténuation des pays développés n'ont pas été comparables à ceux accomplis dans les mesures d'atténuation prises par les pays en développement. Il a souligné, entre autres, que de nombreuses parties de l'Annexe I n'ont pas pu présenter leurs QELRO pour la deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto. Il a suggéré de se concentrer sur l'amélioration des objectifs de réduction des émissions des pays développés, le renforcement de la transparence et la comparabilité des engagements. L'AOSIS a également suggéré l'examen des QELRO lors de la session de Bangkok, afin de combler l'écart de l'ambition de l'atténuation. De nombreux pays en développement ont soutenu le travail sur le rehaussement de l'ambition de l'atténuation.

L'UE, la NORVÈGE, les ÉTATS-UNIS, le JAPON et d'autres pays développés ont indiqué que l'ADP constitue le cadre approprié pour discuter de l'ambition de l'atténuation. L'INDE a souligné que les discussions devraient également être basées sur le Plan d'action de Bali, qui donne mandat d'assurer des efforts comparables entre les pays développés. La CHINE a indiqué que des progrès sur la comparabilité sont nécessaires à l'accomplissement du mandat du Plan d'action de Bali et à la conclusion des travaux de l'AWG-LCA à Doha. L'ÉQUATEUR a souligné que l'AWG-LCA ne doit pas conclure ses travaux avant l'accomplissement du mandat du Plan d'action de Bali sur l'atténuation par les pays développés. De nombreux pays développés parties ont souligné l'accord conclu à Durban disant que l'AWG-LCA mettra fin à ses travaux à Doha.

De nombreuses parties ont suggéré que le groupe de discussion se concentre sur la poursuite de la clarification des hypothèses sous-tendant les engagements des pays développés. Le MEXIQUE exprimé son inquiétude quant au degré de subjectivité des conditions liées aux engagements de don des pays développés, et a appelé à une analyse des moyens de les éliminer. De nombreux pays en développement ont soutenu la poursuite des travaux sur les règles comptables communes, et l'AFRIQUE DU SUD a appelé à l'examen de la comparabilité et au respect des dispositions. L'INDE a suggéré au groupe d'élaborer un ensemble de règles solides sur la responsabilité et le rehaussement de l'ambition de l'atténuation.

Bon nombre de pays développés ont soutenu un document technique actualisé, ainsi que d'autres ateliers sur la compréhension des hypothèses sous-jacentes. La NORVÈGE a suggéré que l'atelier mette l'accent sur les questions telles que les approches fondées sur des règles, les gaz à effet de serre et les secteurs ; et l'UTCATF.

L'animateur Kranjc a indiqué qu'il présentera un rapport au président de l'AWG-LCA pour demander des directives sur la marche à suivre.

GROUPE DE CONTACT DE L'AWG-LCA : Un groupe de contact de l'AWG-LCA s'est réuni dans l'après-midi. Les parties ont entendu les rapports d'étape.

À propos de la vision partagée, l'animateur Ji a souligné trois options, dont: un chiffre spécifique sur le plafonnement des émissions mondiales; un éventail numérique pour un plafonnement mondial, ou un processus ou mécanisme pour identifier des objectifs pour les émissions mondiales, et un calendrier pour le plafonnement.

S'agissant de l'atténuation par les pays développés, l'animateur Kranjc a parlé, entre autres: des progrès encourageants sur les questions relatives à la MRV; des incertitudes au sujet des crédits de carbone de l'UTCATF, et de la poursuite du travail à Doha.

Pour ce qui est de l'atténuation par les pays en développement, l'animateur Theseira a parlé notamment des «questions en suspens» relatives à la préparation des rapports.

À propos de REDD +, l'animateur Osafo a rapporté notamment que les parties ont réaffirmé l'importance d'un financement nouveau et prévisible, et d'un guichet de financement consacré à REDD +, dans le cadre du FVC.

Au sujet des approches sectorielles, Tayeb, le président de l'AWG-LCA a indiqué que le groupe informel animé par Wamukoya a parlé des liens entre la CCNUCC, l'OACI et l'OMI dans la lutte contre les émissions des secteurs de l'aviation internationale et du transport maritime.

Pour ce qui est des approches diverses, l'animateur Kleysteuber a présenté un compte rendu sur les deux ateliers et a souligné que les parties avaient identifié des éléments possibles pour établir un programme de travail.

Quant à l'Examen, l'animateur Wollansky a présenté un rapport sur la nécessité de mieux définir son champ d'application et a noté les discussions initiales sur la nécessité d'un organe d'experts.

À propos des mesures de riposte, Tayeb le président de l'AWG-LCA a relevé que les mesures commerciales unilatérales en constituaient l'élément principal.

Au sujet du rôle de catalyseur de la Convention, Tayeb le président de l'AWG-LCA, a déclaré qu'aucune question spécifique n'a été identifiée et a invité les parties à examiner la relation entre la CCNUCC, la Convention sur la diversité biologique et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

S'agissant de l'adaptation, Tayeb le président de l'AWG-LCA, a noté, entre autres, les liens entre l'adaptation et les moyens de mise en œuvre.

À propos de la technologie, Tayeb le président de l'AWG-LCA a souligné, entre autres: les liens avec le mécanisme financier ; et la relation entre le Comité exécutif de la technologie (CET) et le Centre et réseau des technologies climatiques (CRTC).

Pour ce qui du financement, Tayeb le président de l'AWG-LCA a souligné, entre autres: le déficit de financement entre 2012 et 2020; le lien entre le financement et les lacunes de l'atténuation ; la transparence ; la MRV du soutien financier ; et le financement des plans nationaux d'adaptation des PMA et autres pays en développement.

Quant au renforcement des capacités, Tayeb le président de l'AWG-LCA a présenté le financement en tant que l'un des moyens de mise en œuvre.

Tayeb, le président de l'AWG-LCA, a également mentionné d'autres questions relatives aux pays à économie en transition et aux parties visées à l'Annexe I dont les circonstances spéciales sont reconnues par la CdP.

L'Algérie, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a posé la question de savoir si le groupe de contact allait produire une décision. Il a soutenu la création des sous-groupes sur l'adaptation, les mesures de riposte, le financement, le transfert des technologies et le renforcement des capacités.

L'Australie a appelé à une compréhension claire des objectifs des discussions du groupe de contact et a suggéré de se concentrer sur la mise en fonction complète des mécanismes et organes convenus.

L'UE, appuyée par la Suisse, a suggéré de préciser les questions actuellement traitées dans le cadre d'autres organes, afin d'éviter un double emploi.

L'INDE a souligné que les progrès doivent être mesurés par rapport au Plan d'action de Bali.

Les Philippines, au nom du G-77/CHINE, ont appelé à un groupe sur le financement. La Colombie, appuyée par le Brésil, a suggéré la mise sur pied d'un sous-groupe chargé de l'intensification du financement climatique et du déficit de financement entre 2012 et 2020. La Thaïlande, le Malawi, au nom des PMA, et l'Argentine, contrés par l'Australie, ont appuyé la création d'un sous-groupe sur le financement. Le Japon a demandé d'éviter la duplication des travaux sur le financement.

La Chine a soutenu la création de sous-groupes sur le financement et les mesures de riposte. Singapour a rappelé que la CCNUCC n'est pas le cadre approprié pour le traitement des questions commerciales. Les États-Unis se sont opposés à la création de nouveaux sous-groupes sur toutes les questions, y compris le financement.

Tayeb, le président de l'AWG-LCA, soutenu par l'Algérie, les Philippines, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, le Venezuela et l'Égypte, a proposé la poursuite des discussions dans un groupe informel et a invité les parties à examiner les questions de manière plus ciblée au cours de la prochaine réunion. L'UE a réaffirmé que de nouveaux sous-groupes ne sont pas nécessaires et, avec les États-Unis, l'Australie, le Canada et le Japon, a demandé au président de l'AWG-LCA de fournir des éclaircissements sur la tenue d'une réunion informelle proposée du groupe de contact. Tayeb, le président de l'AWG-LCA a précisé que les discussions seraient plus intéressantes si elles se tenaient dans un cadre plus informel. Le délégué des États-Unis a proposé que les parties poursuivent leur réunion sous forme de groupe de contact, mais dans une petite salle et a demandé que les observateurs soient autorisés à y assister.

Tayeb, le président de l'AWG-LCA, a fait observer qu'il ne proposait pas d'établir «un sous-ensemble du groupe de contact», et a ajouté qu'il se prononcera sur le point de savoir si le groupe proposé sera ouvert ou fermé, formel ou informel.

FORUM DE DURBAN SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (SBI): La première réunion du Forum de Durban s'est tenue dans l'après-midi.

La Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres, a présenté le Forum comme étant un mécanisme institutionnel créé par la CdP 17 pour faciliter l'amélioration de la surveillance et de l'examen de l'efficacité du renforcement des capacités.

Chruszczow, le président du SBI, a mis en relief la nature transversale du renforcement des capacités dans le processus de changement climatique.

Le Secrétariat a précisé les objectifs et a renvoyé les délégués à une compilation et un rapport de synthèse sur le travail de renforcement des capacités entrepris par les organes de la Convention.

Le Groupe d'experts des PMA a présenté ses programmes de formation et de soutien aux PMA pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'action nationaux d'adaptation (NAPA).

L'Ouganda, au nom des PMA, a présenté ses expériences dans le domaine des NAPA, avec un accent sur les bonnes pratiques et les lacunes, et a relevé la valeur du renforcement des capacités dans l'amélioration de connaissances et des compétences dans le cadre du processus des PANA.

The Institute of Development Studies a présenté un exposé sur la mobilisation des connaissances et le renforcement des capacités, dans le cadre du Programme de travail de Nairobi, et a souligné son travail d'organisation, y compris le développement de produits de connaissances en ligne et hors ligne en matière d'adaptation, pour les radios communautaires,

Le Programme des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fait une présentation sur le renforcement des capacités dans les pratiques de l'adaptation, en soulignant le soutien qu'apporte la FAO sous forme d'assistance technique dans le renforcement des services d'information climatiques basés sur les besoins, et le développement d'outils et de méthodologies pour évaluer les impacts du changement climatique.

Le représentant des Youngo a présenté un exposé sur le leadership, la participation et le soutien au renforcement des capacités pour l'adaptation, en soulignant leur travail dans la mobilisation des jeunes militants pour la cause du climat. Il a insisté sur le rôle des jeunes dans le renforcement des capacités par le biais de l'éducation non formelle dans le but de sensibiliser et de promouvoir la durabilité.

Le Forum s'est poursuivi en début de soirée.

DANS LES COULOIRS

Le mardi, les délégués exprimaient des points de vue divergents sur les progrès accomplis. Alors que certains groupes des organes subsidiaires avaient achevé leurs travaux, l'ADP a continué à tout mettre en œuvre pour débiter un travail de fond.

Après «encore une autre ronde de discussions» en plénière sur les procédures, dans la matinée, l'ADP s'est organisée en groupes restreints informels pour la soirée. Les premières discussions de la réunion informelle ont porté sur les domaines où des assurances sur l'examen de l'ordre du jour sont nécessaires, en particulier en ce qui concerne le rôle de l'ADP dans le rehaussement de l'ambition. Les parties se sont également penchées sur les moyens de trouver un équilibre entre les trois groupes de travail. Il a été rapporté que cinq propositions pour sortir de l'impasse procédurale ont également été considérées dans la soirée, ce qui a sans aucun doute exacerbé la complexité de la tâche à accomplir.

En revenant sur la dynamique des négociations, de nombreux délégués ont commenté sur la relation entre les trois Groupes de travail spéciaux. Certains ont fait remarquer qu'une «expression de navigation» semblait ressortir, puisque certains pays en développement se disaient préoccupés par les tentatives des pays développés de «quitter le navire» de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA pour rejoindre celui de l'ADP quand il s'agit de l'ambition d'atténuation. Un délégué a déploré que : «Les pays développés semblent impatients d'enterrer l'AWG-LCA pour se concentrer sur l'ADP; où est donc l'équité dans tout cela» ?

Comme dans tout effort de navigation en haute mer, un sens de l'orientation et d'exactitude constitue l'élément clé. Après le rapport du matin selon lequel une réunion intersessions à Bangkok avant Doha semble désormais «peu probable», de nombreux délégués ont exprimé un plus grand sentiment d'urgence pour la clarté sur la voie à suivre: «L'ADP est en effet en train de voguer en pleine tempête, et il est difficile à ce stade de voir l'horizon au loin», a opiné un négociateur.